

L'Asie centrale à l'heure des talibans

lundi 22 novembre 2021, par [BALCI Bayram](#) (Date de rédaction antérieure : 18 novembre 2021).

Parmi les pays les plus impactés par le retrait américain de l'Afghanistan se trouvent les anciennes Républiques soviétiques d'Asie centrale. Pour ces États, le facteur taliban rebat les cartes de la géopolitique régionale.

Sommaire

- [Des inquiétudes exagérées](#)
- [Le risque terroriste](#)
- [L'exportation de la « Révoluti](#)
- [Une nouvelle donne régionale](#)

Les cinq anciennes Républiques soviétiques d'Asie centrale : le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan, le Turkménistan et le Kazakhstan ont des relations denses et anciennes avec l'Afghanistan. Elles ont été touchées par les instabilités générées par le retrait soviétique, notamment lors du premier « règne » taliban, entre 1996 et 2001. Le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan en particulier ont subi des pressions djihadistes, notamment à travers les attaques du Mouvement islamique d'Ouzbékistan, une mouvance djihadiste initialement ouzbèke, mais devenue multiethnique et retranchée en Afghanistan. D'autre part, les États d'Asie centrale ont été associés, d'une manière ou d'une autre, à « la guerre contre le terrorisme » menée par les États-Unis et la Coalition internationale, en accueillant des bases militaires américaines ou en facilitant le transit de matériel civil et militaire pour la guerre en Afghanistan.

Mais leurs rapports remontent bien avant la période contemporaine. Jusqu'à l'arrivée des Russes au XIX^e siècle, la frontière entre l'actuelle Asie centrale et l'Afghanistan n'était pas matérialisée. Des liens ethniques et religieux se sont maintenus entre les populations, en dépit de la « séparation » imposée par la Russie tsariste et son héritière que fut l'URSS : 25 % de la population d'Afghanistan reste tadjik et le pays abrite d'importantes minorités turciques, ouzbèkes et turkmènes. Une petite minorité kirghize continue d'exister dans le « corridor de Wakhan », dans le nord-est de l'Afghanistan, entre le Tadjikistan, la Chine et le Pakistan.

Depuis la fin de l'URSS en 1991, les États d'Asie centrale ont du mal à gérer leur frontière avec l'Afghanistan. Celle avec le Tadjikistan est longue de 1 200 km, tandis que le Turkménistan a une frontière de 775 km avec son voisin. Bien que la frontière avec l'Ouzbékistan ne soit que de 137 km, il existe une multitude de liens entre les deux pays. Enfin, le Kazakhstan et le Kirghizstan ne sont pas frontaliers de l'Afghanistan, mais se sentent concernés par la dynamique de ce pays, ne serait-ce que parce qu'ils ont aussi été impliqués dans la guerre soviétique en Afghanistan entre 1979 et 1989.

Des inquiétudes exagérées

Dans ces conditions, on comprend les inquiétudes exprimées dans les cinq pays, même si certaines sont exagérées, et même si la nouvelle situation crée de nouvelles perspectives géopolitiques

intéressantes pour les pays concernés. La première crainte est d'ordre sécuritaire avec les menaces d'actions terroristes ; la deuxième est liée aux trafics de drogue. En effet, une bonne partie de la production mondiale d'opium provient d'Afghanistan. Or, les chemins empruntés pour l'exportation de cette drogue passent en partie par l'Asie centrale, notamment par la frontière avec le Tadjikistan.

La dernière crainte est liée aux migrations. Dans l'esprit des leaders d'Asie centrale, si le pouvoir taliban engendre une guerre civile dans le pays, il y a le risque que des milliers de personnes viennent se réfugier en Asie centrale où il n'y a ni le désir ni la capacité d'accueil d'une population afghane souvent mal perçue par les opinions publiques locales qui voient l'Afghanistan comme le pays de la violence, des guerres et des ténèbres.

Enfin, en ce qui concerne le djihadisme, il y a la peur que les nouveaux maîtres de l'Afghanistan ne cherchent à exporter leur révolution dans des pays certes encore marqués par l'héritage séculier soviétique, mais où existeraient des forces religieuses capables de servir de relais. De toutes ces craintes, lesquelles semblent les plus pertinentes ? Les trafics de drogue existent bien sûr, mais ils ne peuvent se développer qu'avec la complicité des douaniers de ces pays, voire avec les régimes eux-mêmes. Au lieu d'incriminer les talibans, il vaudrait mieux lutter contre la corruption dans les structures sécuritaires des pays d'Asie centrale.

Le risque terroriste

Tout aussi improbable est la menace migratoire, c'est-à-dire l'arrivée de réfugiés afghans. Un regard rapide sur le phénomène migratoire afghan, qui a repris dès 2014 avec le début du retrait américain, permet de constater que c'est vers le Pakistan et l'Iran que se dirigent les flux, et cette tendance se confirme depuis la récente prise du pouvoir par les talibans. Ainsi, la Turquie non frontalière de l'Afghanistan reçoit plus de réfugiés afghans que les pays d'Asie centrale, pourtant voisins.

En réalité, la principale menace qui pèse sur les pays de l'ex-URSS depuis l'Afghanistan est surtout le risque terroriste et le débordement de la crise afghane, mais là encore, les craintes semblent exagérées. En effet, pendant des années, des mouvances terroristes originaires d'Asie centrale, notamment le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, ont représenté une véritable menace pour les pouvoirs en place, notamment à Tachkent, Bichkek et Douchanbé. Mais partis en Afghanistan dans les années 1990, les militants djihadistes centrasiatiques se sont coupés de leur pays d'origine, « happés » par la logique guerrière propre à la zone afghano-pakistanaise. Leur objectif initial qui était de faire tomber les régimes d'Asie centrale a été remplacé par une plus grande implication dans les querelles entre diverses mouvances terroristes en Afghanistan.

Par ailleurs, les interventions militaires américaines ont neutralisé une bonne partie des groupes terroristes originaires d'Asie centrale. Ainsi, les leaders historiques du Mouvement islamique d'Ouzbékistan, Juma Namangain et Tahir Yoldashev ont été éliminés en 2001 et 2009. D'autre part, à partir de 2011, l'émergence d'une nouvelle zone de djihad en Irak et en Syrie a attiré nombre de ces mouvances originaires d'Asie centrale, qui ont quitté l'Afghanistan pour s'installer au Proche-Orient où la coalition internationale contre l'organisation de l'État islamique (OEI) les a en grande partie détruits aussi. En Afghanistan comme en Syrie, il ne reste plus grand-chose des terroristes ouzbèkes, à part quelques petits groupes comme le Mouvement islamique du Turkestan oriental fondé par des Ouïgours.

L'exportation de la « Révolution Conservatrice » ?

Le débordement de la crise afghane en Asie centrale est lui aussi exagéré. Affirmer que les talibans vont exporter leur « révolution conservatrice » dans les autres pays, c'est méconnaître la réalité talibane. Hier comme aujourd'hui, les talibans incarnent plutôt un phénomène islamiste limité à l'Afghanistan qu'une mouvance révolutionnaire internationale sur le modèle de la révolution islamique à l'iranienne ou des Frères musulmans. Les talibans ont toujours été peu favorables à une immixtion de leurs voisins dans les affaires internes, y compris religieuses. S'ils ont apporté leur protection à [Al-Qaida](#), c'était plus par respect de leurs propres traditions qui interdisent d'extrader un invité réfugié chez eux, par fidélité au code d'honneur pachtoune que par véritable désir d'exporter la guerre et l'idéologie islamistes. Dans ce deuxième gouvernement taliban, l'élite dirigeante a visiblement bien compris le coût du soutien des « premiers » talibans aux mouvances terroristes qui a précipité l'invasion américaine en 2002. Leur objectif est d'obtenir une reconnaissance internationale.

D'autre part, le contexte terroriste mondial a changé. En effet, la plus grande menace djihadiste n'est plus Al-Qaida, mais l'OEI qui dispose d'une branche en Afghanistan sous l'étiquette « État islamique au Khorasan », ennemi juré des talibans qui le combattent avec vigueur.

Dès lors, les risques en provenance de ce pays sont surestimés par les élites politiques en Asie centrale, et ce pour deux raisons. En premier lieu, depuis les premiers jours de leur indépendance, les États d'Asie centrale ont utilisé l'instabilité en Afghanistan comme prétexte pour mener des politiques autoritaires et ajourner ainsi sans cesse des réformes politiques. Cette attitude des élites a été plus affirmée en Ouzbékistan et au Tadjikistan, bien plus touchés par l'instabilité afghane que les autres pays.

Ensuite, pour la plupart des États d'Asie centrale, exagérer les menaces afghanes a été — et sera sans doute encore — un moyen d'accroître leurs relations avec la communauté internationale. C'est grâce à « la guerre contre le terrorisme » en Afghanistan que des liens personnels ont été établis entre des dirigeants d'Asie centrale et des États-Unis. En d'autres termes, la crise afghane a donné une certaine visibilité à des États peu connus et trop enclavés, traditionnellement relégués dans l'orbite russe. Les instabilités afghanes procurent donc de nouvelles ressources géopolitiques pour les leaders en place, un phénomène qui va s'amplifier dans les mois à venir.

Une nouvelle donne régionale

Si l'arrivée au pouvoir des talibans à Kaboul a un faible impact sur les sociétés d'Asie centrale, il n'en sera pas de même sur le plan géopolitique. La fulgurante victoire talibane à Kaboul face au gouvernement mis en place par les États-Unis dont on a vu la fragilité ou l'illégitimité est une défaite cuisante pour eux, et pour l'Europe par voie de conséquence. Cette défaite s'inscrit dans un contexte mondial où on assiste à un recul des démocraties au profit de nouveaux modèles politiques plus autoritaires. Pour l'Asie centrale, cela signifie plus concrètement que les États rivaux de l'Occident que sont la Chine et [la Russie](#) marquent des points dans cette région.

Pour la Russie, ancienne puissance tutélaire dont l'influence ne cesse de reculer depuis la fin de l'URSS, [la défaite de l'Amérique est une revanche](#). Humiliée par une longue occupation soviétique sans succès et le retrait peu glorieux intervenu peu de temps avant l'écroulement de l'URSS, Moscou ne cache pas sa satisfaction. Mais surtout, à travers la défaite américaine et la victoire talibane qui font tant peur aux régimes d'Asie centrale, la Russie peut désormais persuader ces pays de renforcer la structure de sécurité collective qui les unit : l'Organisation du traité de sécurité

collective, et de convaincre les pays qui n'en font pas encore partie — comme l'Ouzbékistan — d'y adhérer.

Gardienne d'une partie des frontières de l'Asie centrale avec l'Afghanistan, notamment au Tadjikistan où elle dispose de bases militaires, la Russie peut ainsi démontrer qu'elle est plus fiable que l'Occident pour assurer la sécurité de la région. Ce retour en force a été très bien illustré lors du sommet qui a eu lieu à Moscou le 20 octobre 2021. Consacrée à la crise afghane, cette réunion de dix États régionaux a permis d'harmoniser leur politique vis-à-vis du nouveau régime en Afghanistan : dialogue avec [les talibans](#) dans l'objectif de marginaliser les ingérences des pays occidentaux, invités toutefois à financer la reconstruction du pays.

La Chine, l'autre acteur important en Asie centrale sort elle aussi renforcée par cette défaite occidentale. Déjà bien engagée pour détrôner économiquement la Russie dans la région, elle espère mieux asseoir sa domination régionale via les « nouvelles routes de la soie » qu'elle propose et qui à terme pourront aussi intégrer l'Afghanistan. En termes de sécurité, sa priorité sera de dialoguer avec les talibans pour mieux contrôler les mouvances djihadistes ouïgoures, certes affaiblies, mais qui inquiètent Pékin.

Positive pour la Russie et la Chine, la défaite de l'Amérique sera aussi une opportunité pour la Turquie et l'Iran. L'Iran n'est pas très ami avec les talibans, mais ne peut que se satisfaire de cet échec de l'Amérique désormais plus faible, y compris dans les négociations sur le programme nucléaire iranien. Préoccupée par le sort de la minorité hazara qui a été malmenée par les talibans dans le passé, la République islamique veillera au devenir de ce groupe chiite en établissant un bon dialogue avec les nouveaux maîtres de Kaboul. Le fait que les deux parties aient pour ennemi commun l'OEI aidera Téhéran et Kaboul à coopérer dans le domaine sécuritaire.

Quant à la Turquie, qui avait déjà noué de bonnes relations aussi bien avec le pouvoir proaméricain qu'avec les talibans, elle trouve de nouvelles opportunités économiques, voire diplomatiques et militaires d'étendre sa sphère d'influence de l'Asie centrale jusqu'au nouvel Afghanistan. Même s'il n'est plus question qu'Ankara assure la sécurité de l'aéroport de Kaboul comme cela avait été envisagé initialement, elle est en train d'être fortement associée à sa gestion civile. Et la Turquie reste le seul pays de l'OTAN encore présent en Afghanistan.

Bayram Balci

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site *ESSF* et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Orient XXI

<https://orientxxi.info/magazine/l-asie-centrale-a-l-heure-des-talibans,5188>